

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 12 MARS 1901.

---

## Budget du corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1902 (1).

---

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (1), PAR M. DALLEMAGNE.

---

**MESSIEURS,**

Le budget de 1891 s'élevait à . . . . . fr.	7,155,862 54
L'amendement de M. Woeste, voté par la Chambre, l'augmente de. . . . .	200,000 »
Au total. . . fr.	7,355,862 54
Le budget de 1902 s'élève à . . . . .	7,334,210 49
Diminution. . . fr.	21,652 05

Les prévisions des dépenses ordinaires pour 1902 s'élèvent à fr. 6,133,720,49  
Ce qui fait une augmentation de fr. 528,571,00 sur les prévisions du budget de 1901 ; mais comme il y a lieu de tenir compte des 200,000 francs de l'amendement de M. Woeste, qui ont été ajoutés aux prévisions budgétaires de 1901, l'augmentation réelle prévue au budget de 1902, pour les dépenses ordinaires s'élève à fr. 528,720,49.

Les dépenses exceptionnelles s'élèvent à fr. 1,200,490,00, en diminution de fr. 350,023,05 sur celles de 1901.

Les dépenses ordinaires ont donc augmenté, tandis que les dépenses exceptionnelles ont subi une diminution assez importante.

---

(1) Budget, n° 4, VI

(2) La section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. HENRI DELVAUX, LORAND, DOHRT, DRION, DALLEMAGNE, PITSARR

1. — *Dépenses ordinaires.*

Nous avons vu que le chiffre total de l'augmentation des dépenses ordinaires se compose de deux sommes :

1° 328,371 francs dont le détail est donné dans la note préliminaire du budget ;

2° 200,000 francs de l'amendement de M. Woeste.

---

528,371 francs au total.

Les différents crédits qui composent la première somme sont suffisamment détaillés dans la note préliminaire, pour qu'il soit inutile d'en donner d'autres explications. Nous aurons à revenir plus loin sur certains de ces postes.

Voici les explications données par le Gouvernement, à la demande de la Section centrale, sur l'emploi du crédit de 200,000 francs.

Il faut noter tout d'abord que le budget de la Gendarmerie, et par conséquent le crédit en question, n'ont été votés que fin mai 1901. L'augmentation du personnel n'a donc pu être réalisée que dans le courant de la seconde moitié de l'année 1901.

« Le crédit de 200,000 francs, qui avait pour but de permettre de majorer » l'effectif de la gendarmerie de 147 hommes, dont 14 sous-officiers, n'a pu » être complètement utilisé endéans ces six mois restants sur l'exercice 1901.

» La partie non dépensée fera retour au Trésor, ou éventuellement viendra » en déduction des crédits supplémentaires à solliciter de la Législature, si » les allocations budgétaires étaient insuffisantes. »

Deux arrêtés royaux, l'un du 2 août 1901, l'autre du 9 décembre 1901, ont décrété deux augmentations successives du personnel.

Le premier décidait une première augmentation de 27 hommes et 7 chevaux et comportait une dépense de . . . . . fr. 34,614 10

Le second décidait une augmentation de 120 hommes et 29 chevaux, comportant une dépense de . . . . . fr. 165,385 »

TOTAL. . . . . fr. 200,000 »

L'augmentation du personnel, consistant en 147 hommes et 36 chevaux, est réalisée aujourd'hui.

Ces 147 hommes et 36 chevaux sont enrôlés ; une partie d'entre eux est incorporée dans l'escadron de Terneuzen, les autres sont répartis dans les brigades.

A chaque discussion du budget de la Gendarmerie, la Chambre a nettement témoigné de son désir de voir renforcer le corps de la gendarmerie — elle a voté l'an dernier dans ce but un crédit de 200,000 francs — et son concours est acquis à toutes les améliorations en faveur de ce corps d'élite, dont elle apprécie hautement les services.

II. — *Dépenses exceptionnelles.*

En 1901, quatre crédits exceptionnels étaient demandés :

1 <sup>o</sup> Amélioration du casernement . . . . . fr.	1,500,000	»
2 <sup>o</sup> Reprise des literies en usage dans les brigades de la Flandre occidentale . . . . .	30,000	»
3 <sup>o</sup> Reliquat d'une somme à rembourser au Conseil d'administration de la Flandre occidentale . . . . .	11,953	28
4 <sup>o</sup> Frais d'équipement et d'ornement des hommes nommés aux nouveaux emplois . . . . .	8,579	77
<b>Total . . fr.</b>	<b>1,550,513</b>	<b>03</b>

Pour 1902 deux crédits exceptionnels sont demandés :

1 <sup>o</sup> Amélioration du casernement, bâtiments et mobiliers fr.	1,190,000	»
2 <sup>o</sup> Frais d'équipement et d'armement . . . . .	10,490	»
<b>Total . . fr.</b>	<b>1,200,490</b>	<b>00</b>

1<sup>o</sup> *Crédit de 10,490 francs.* — On voit que la diminution des dépenses exceptionnelles en 1902 provient, d'une part, de ce que le crédit nécessité par les dépenses du casernement se trouve être un peu moindre en 1902 qu'en 1901 et d'autre part de ce que deux des postes (2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>) du budget de 1901 ont disparu.

La section centrale a demandé au Gouvernement le détail de l'emploi du crédit de 10,490 francs ci-dessus mentionné :

« Cette allocation, dit la note préliminaire, est la conséquence du vote du » crédit de 200.000 francs, rattaché à l'article 1<sup>er</sup> du budget de 1901 et des- » tiné à la création de nouvelles brigades pour lesquelles les dépenses pour » première installation n'ont pas été comprises dans le budget. »

Nous avons exposé comment se justifie l'emploi du crédit de 200,000 francs.

Voici les explications du Gouvernement relativement au crédit de 10,490 francs figurant aux dépenses exceptionnelles.

« Ce crédit ne se rapporte qu'à 27 gendarmes, parce que au moment de » l'établissement du budget de 1902 l'effectif du corps n'avait encore pu être » augmenté que de 20 gendarmes à pied et de 7 gendarmes à cheval. Les » crédits relatifs aux dépenses de même nature effectuées pour les hommes » admis postérieurement à la remise du budget, seront demandés par voie » d'amendement. »

« Ces crédits s'élèveront à :

» 29 gendarmes à cheval, à 500 francs. . . . . fr.	14,500
» 120 — à pied, à 150 francs. . . . .	18,000
» Armement :	
» 29 gendarmes à cheval, à 150 francs . . . . .	4,350
» 120 — à pied, à 147 francs . . . . .	17,640
<b>Total . . fr.</b>	<b>54,490</b>

» Comme il est dit ci-dessus, au moment de l'élaboration du budget, le » personnel de la gendarmerie n'avait été augmenté que de 27 hommes.

» Ces hommes figurent à l'article 1<sup>er</sup> du budget pour une somme de » fr. 34,614-10 à valoir sur le crédit de 200,000 francs.

» La différence soit fr. 165,385-90 a été portée, au même budget, » sous la rubrique : « *reliquat du crédit de 200,000 francs voté par la légis-* » » *lature pour la création de nouvelles brigades.* » Elle est restée rattachée à » l'article 1<sup>o</sup> (voir tableau au bas de la page 11 du budget).

» Ces brigades ont été créées par arrêté royal du 9 décembre dernier et le » personnel de quelques brigades existantes a été augmenté. Ces créations » de brigades et les renforcements du personnel ont été déterminées de » façon à utiliser le crédit dont il s'agit, conformément au vœu de la » Chambre. »

2<sup>o</sup> *Crédit de 1,500,000 francs.*— L'amélioration du casernement se poursuit d'une façon continue. L'allocation proposée par le budget de 1902 pour cet objet s'élève à 1,190,000 francs. L'an passé, le crédit s'élevait à 1,500,000 francs.

Cette allocation a été utilisée de la manière suivante :

a) Constructions neuves. . . . .	850,178 87
b) Achat d'immeubles et terrains . . . . .	371,513 84
c) Améliorations aux casernes existantes . . . . .	151,286 66
d) Achat de mobilier . . . . .	114,815 92
e) Dépenses générales :	
Frais de surveillance ; établissement de plans . . . . .	25,246 43
	<hr/>
Total général . . . . .	1,492,841 72
Allocation budgétaire . . . . .	1,500,000 00
	<hr/>
Reste disponible . . . . .	7,158 28

Six casernes nouvelles ont été construites; ce sont celles d'Aeltre, Aerschot, Beeringen, Fosse, Herve et Londerzeel.

21 casernes ont été reconstruites, agrandies ou améliorées, ainsi que plusieurs autres bâtiments nombreux où les dépenses pour chacun d'eux n'ont pas été de grande importance.

Les dépenses affectées à la nouvelle caserne de l'escadron de Tervueren ont été de 240,924 francs pour achat ou expropriation de terrains et de fr. 142,967.50 pour une première entreprise de travaux et fondations. Au total, fr. 383,891.50.

3<sup>o</sup> *Crédit de 1,900,000 francs pour 1902.* — Voici d'après la déclaration du Gouvernement, quel sera l'emploi du crédit proposé pour 1902 :

a) Acquisition du restant du terrain nécessaire pour la caserne de l'escadron mobile . . . . .	470,000
b) Acquisition de terrains et d'immeubles, achat de mobilier . . . . .	125,000
c) Construction de nouvelles casernes . . . . .	487,000
d) Améliorations aux casernes existantes . . . . .	80,000
e) Frais de surveillance de dessinateurs, etc. . . . .	50,000
	<hr/>
Total . . . . fr.	1,190,000

On continuera en 1902. sur les crédits alloués en 1901, les travaux des nouvelles casernes d'Alken, de Ghistelles, de Kieldrecht, de Leuze, de Martelange, de Manage et de Namèche et l'agrandissement de la caserne de Fléron, pour les terminer soit vers la fin de la même année, soit dans les premiers mois de l'année 1903.

On continuera éventuellement les travaux de construction des nouvelles casernes de La Louvière, pour laquelle une première entreprise est en cours.

Les travaux de la nouvelle caserne de Virton viennent d'être adjugés ; la dépense doit être imputée sur le budget de 1902.

D'autre part, la construction de casernes à Arendonck, à Champlon, à Erquelinnes, à Fleurus, à Heers, à Houffalize, à Laeken, à Lanaeken, à Lens, à Moll, à Musson, à Nandrin, à Ninove, à Pâturages, à Visé et à Watervliet est décidée dès aujourd'hui. Mais, à défaut de crédits votés à cet effet, il faudra se borner à n'en entamer que quelques-unes en 1902. Ce seront vraisemblablement les casernes de Heers, de Lanaeken, de Moll, de Musson, de Visé et de Watervliet et peut-être celle de Ninove qui, sauf imprévu, passeront en premier ordre.

Une somme de 80,000 francs figure au tableau ci-dessus pour des travaux de transformation et d'amélioration de casernes que l'on ne peut déterminer dès maintenant.

Parmi les casernes défectueuses, on a signalé celle de Hannut comme laissant particulièrement à désirer, tant au point de vue de la vétusté du bâtiment qu'au point de vue du manque de place. L'honorable Ministre de la Guerre, questionné à ce sujet, a répondu que l'immeuble en question n'appartenait pas à l'État et que le bail de location n'expirait que le 31 décembre 1903. Cette caserne sera remplacée dès que les travaux plus urgents et en exécution seront effectués.

### III. — *Logement des gendarmes mariés.*

L'amélioration du casernement appelle tout spécialement l'attention sur le logement des gendarmes mariés.

En 1899, le nombre des gendarmes mariés devant se loger à leurs frais était de. . . . . 258

En 1900, on en signalait. . . . . 300

En 1901, sur 1,523 gendarmes mariés, on en comptait devant se loger à leurs frais. . . . . 315

En 1902, nous constatons que cette situation s'est considérablement améliorée. Le tableau ci-après, communiqué par le Département de la Guerre, donne l'état du casernement des gendarmes mariés, au 10 janvier 1901 et au 10 février 1902 :

	10 Janvier 1901.	10 Février 1902.
Logés dans les casernes. . . . .	1,104	1,252
Logés dans des maisons louées par l'État. . . . .	46	221
Logés à leurs frais. . . . .	315	146
	} 1.210	} 1.453

Le nombre des gendarmes mariés logés à leurs frais est donc tombé de 315 à 146.

Dans le budget de 1902, nous voyons qu'une somme de 30,000 francs est proposée dans les dépenses ordinaires pour location d'habitations destinées aux gendarmes mariés.

Nous pouvons donc espérer que, dorénavant, tous les gendarmes mariés, sans exception, seront logés aux frais de l'État. Nous devons donc féliciter M. le Ministre du progrès qu'il a réalisé et l'encourager à persévérer dans cette voie. Si le crédit de 30,000 francs n'est pas suffisant pour atteindre ce but, une nouvelle majoration de crédit pourrait être demandée par voie d'amendement; il est probable qu'elle sera favorablement accueillie par la Chambre.

#### IV. — *Reliement des brigades par téléphone.*

En 1901, il y avait 42 postes de gendarmerie sans télégraphe ni téléphone, et 205 postes dépourvus de téléphone. Nous devons constater à regret que cette situation ne s'est pas modifiée depuis l'an dernier. Le Département de la Guerre, questionné à ce sujet, a répondu :

« Le reliement des brigades par téléphone est décidé en principe, mais la façon dont les dépenses qui en résulteront seront réparties entre les départements ministériels qui doivent les supporter n'est pas encore réglée. »

Les dépenses résultant du reliement des brigades au téléphone se monteraient, d'après la déclaration de l'honorable Ministre de la Guerre, à environ 110,000 francs annuellement, qui doivent être répartis entre les départements ministériels compétents.

Afin de couper court aux tergiversations auxquelles la répartition de cette dépense donne lieu, la section centrale dépose au présent budget un amendement important, un crédit de 110,000 francs pour couvrir la dépense résultant du reliement des brigades de gendarmerie au téléphone.

#### V. — *Nouvelles brigades.*

En 1901, 19 nouvelles brigades ont été créées; ce sont celles d'Athus, Audenhove-Sainte-Marie, Baelen, Baudour, Gerpennes, Godinne, Haeltert;

Handzaeme, Heers, Hemixem, Hofstade, Lodelinsart, Lombeek-Sainte-Catherine, Musson, Oostcamp, Santbergen, Steenhuyse, Wijnhuysc, Velaines, Watervliet et Wielde.

Malgré cette augmentation notable du nombre des brigades, dont il faut féliciter M. le Ministre, quantité d'autres demandes sont en instance, notamment celles de la commune de L'Église près Neufchâteau, de Lootenhulle, Ransart-Courcelles, que la section centrale recommande à l'examen bienveillant de M. le ministre.

Les autorités administratives et judiciaires signalent la situation très mauvaise de localités frontières du Luxembourg, au point de vue de la criminalité.

L'installation de casernes de gendarmerie à Athus et à Musson est réclamée. Les administrations communales de ces localités ont adressés des pétitions dans ce but, et celle d'Aubange pétitionne également pour obtenir le maintien de la brigade qu'elle possède actuellement et qu'elle est menacée de voir transférer à Athus.

M. le Ministre, questionné à ce sujet, a donné la réponse suivante : « En attendant la construction d'une caserne à Athus pour la nouvelle brigade de gendarmerie, le Département de la Guerre a pris en location un immeuble dans lequel pourra s'installer cette brigade dès que certains travaux d'appropriation seront effectués, c'est-à-dire, selon les prévisions, en mars prochain. A Musson, comme il n'y a aucun immeuble à louer, des négociations sont entamées pour l'acquisition des terrains destinés à recevoir une caserne. »

La section centrale insiste en faveur du maintien de la brigade de gendarmerie d'Aubange, et appelle l'attention de l'honorable Ministre de la Guerre sur l'utilité d'envoyer dans les gendarmeries de ces frontières des gendarmes connaissant la langue allemande.

#### VI. — *Escadron mobile caserné à Tervueren.*

Lors de la discussion du budget, l'an passé, la section centrale exprimait le vœu de voir l'escadron mobile constitué de façon à remplir ce double but :

1° Instituer une école à former les recrues ;

2° Former une troupe de réserve suffisamment nombreuse, bien montée et bien exercée, pouvant en tout temps être dirigée, en tout ou en partie, sur un ou plusieurs points du pays.

Voici les renseignements, communiqués par M. le Ministre de la Guerre, sur l'escadron mobile et d'instruction : « L'effectif permanent de cet escadron, créé par arrêté royal du 2 septembre 1897, comprend 5 officiers et 77 sous-officiers et gendarmes. Il a été renforcé temporairement, en attendant son renforcement définitif, de 62 sous-officiers et gendarmes, créés en vue de la constitution de nouvelles brigades, non encore installées. »

L'escadron mobile se composerait donc aujourd'hui de 144 hommes.

La section centrale de 1901 confirme ce vœu exprimé par celle de 1904, relativement à la constitution de l'escadron mobile et d'instruction.

### VII. — Réforme organique de la gendarmerie et police rurale.

Chaque année, depuis un temps immémorial, ces deux questions reviennent sur le tapis. Le rapport de la section centrale de 1904 rappelle que le 8 août 1892 un arrêté royal a institué une commission chargée d'élaborer une codification de la législation qui régit la gendarmerie.

Sept années après sa constitution, cette commission a produit un projet de loi devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres.

Aujourd'hui, en 1902, ce projet dort dans les cartons du Ministère et attend qu'une nouvelle commission vienne le ressusciter. Espérons que nous verrons bientôt naître cette commission et souhaitons que l'élaboration de son projet de loi arrive prochainement à bon terme.

La nouvelle loi militaire impose, en effet, des modifications importantes dans le recrutement et dans la solde des gendarmes. M. le Ministre de la Guerre l'a reconnu par sa déclaration du 23 mai 1901.

A ce propos, diverses questions importantes ont été posées à M. le Ministre.

#### 1<sup>re</sup> QUESTION.

1<sup>o</sup> Le projet de loi militaire prévoit une rémunération accordée à tous les volontaires de l'armée; cette rémunération sera-t-elle étendue à la gendarmerie.

Il est à remarquer que la gendarmerie est considérée comme corps de l'armée et est essentiellement militaire. En outre, le milicien incorporé à l'armée touche, en plus de la solde de gendarme, la rémunération comme milicien pendant tout le temps qu'il aurait dû passer au service actif. Le militaire entrant à la gendarmerie avant la fin de son service actif, continue à toucher la rémunération pour toute la durée de celui-ci.

Le volontaire avec prime touche pendant 8 ans la haute paie de 10 centimes, qu'il soit à la gendarmerie ou au régiment.

#### RÉPONSE.

La rémunération, telle qu'elle est prévue au projet de loi militaire, ne peut être étendue aux gendarmes, mais le gouvernement s'en réfère à la déclaration suivante qu'il a faite à la Chambre, dans la séance du 23 mai 1901 :

« On a beaucoup parlé de la solde des » gendarmes, je reconnais qu'il y a quel- » que chose à faire à ce point de vue. » Il est certain que lorsque on aura pris » des mesures nouvelles pour favoriser » le volontariat dans l'armée, lorsque l'on » aura fait des avantages pécuniaires » nouveaux aux volontaires de l'armée, » il sera nécessaire de faire des avan- » tages supérieurs aux gendarmes. En » effet, la plupart des gendarmes pro- » viennent de l'armée; celle-ci en four- » nit plus des deux tiers. Il est hors de » doute que si les militaires ne voient » aucun avantage à entrer dans la gen- » darmerie, il resteront dans l'armée. »

La section centrale souligne cette déclaration du Gouvernement et espère que prochainement elle se traduira en faits.



## 2° QUESTION.

Le projet de loi militaire prévoit la pension après 20 ans de service pour les volontaires de l'armée; la gendarmerie pourra-t-elle aussi user de ce droit, sans avoir à invoquer des infirmités pour obtenir la pension.

## 3° QUESTION.

La plupart des services administratifs de l'armée seront remplacés par des militaires rengagés ou civils; les mêmes services de la gendarmerie, tels que les adjudants fourriers, secrétaires des officiers, employés des magasins d'habillement, etc., seront-ils aussi remplacés, c'est-à-dire si les titulaires de ces emplois pourront être considérés comme employés civils du Ministère de la Guerre.

## 4° QUESTION.

N'y-a-t-il pas eu de nomination d'officiers, pris en dehors du corps de la Gendarmerie.

5<sup>me</sup> QUESTION.

Quelles sont les règles adoptées pour les frais de déménagement pour les gendarmes, quand ils sont transférés d'un endroit à un autre, soit par ordre, soit à leur demande.

6<sup>me</sup> QUESTION.

Existe-t-il des fonctionnaires ou des officiers pensionnés qui, en sus de leur

## RÉPONSE.

La disposition rappelée ci-dessus n'est pas applicable à la gendarmerie.

## RÉPONSE.

Il ne peut être question d'introduire des employés civils dans le corps de la gendarmerie, les considérations se rapportant au chiffre du contingent et des effectifs de paix, lesquelles considérations ont justifié la réforme en question en ce qui concerne l'armée proprement dite, ne pourraient être étendues à la gendarmerie, attendu que son effectif organique est absolument indépendant du contingent de milice.

## RÉPONSE.

Aucun officier de l'armée n'a été désigné pour la Gendarmerie depuis la nomination du commandant actuel du corps.

## RÉPONSE.

Aux termes de l'arrêté royal du 4 juin 1896, il est alloué aux gendarmes mariés ou veufs qui changent de résidence, une indemnité de déménagement fixée à 80 francs pour les sous-officiers ainsi que pour les brigadiers chargés d'un commandement et les gendarmes.

Cette indemnité n'est pas due toutefois à ceux qui changent de résidence sur leur demande, ou à la suite d'une permutation qu'ils ont sollicitée, ni à ceux qui sont déplacés par mesure disciplinaire.

## RÉPONSE.

Aucun fonctionnaire ou officier pensionné ne reçoit un traitement, une

pension, reçoivent un traitement, une indemnité ou une rétribution à charge du budget de la gendarmerie.

indemnité ou une rétribution à charge du budget de la gendarmerie.

L'ensemble des questions, des réponses et des observations qui précèdent, ainsi que les déclarations de l'honorable Ministre de la Guerre, qui déjà l'an dernier a reconnu l'opportunité d'un examen bienveillant de tous les points en litige en vue de les harmoniser avec la nouvelle loi militaire, démontre la nécessité de la refonte de la loi organique de la gendarmerie.

Ce règlement qui date de plus d'un siècle, qui a subi les influences des divers régimes sous lesquels il a servi, et qui aujourd'hui se trouve en présence d'une nouvelle loi militaire, n'est plus en harmonie avec les nécessités du service, ni avec les intérêts bien entendus du corps en général et de ses membres en particulier.

L'an dernier, la section centrale, pour répondre au désir plusieurs fois exprimé par les rapporteurs du budget, formulait le vœu que le projet de loi sur la réforme organique de la gendarmerie, déposé le 30 mai 1899 sur le bureau de la Chambre, fut repris par le Gouvernement et déposé prochainement.

La section centrale confirme à nouveau ce vœu répété (presque chaque année. Tout le travail d'étude a été fait pour le projet en question et il suffirait de quelques légères modifications, et peut-être de quelques ajoutes, pour le mettre en harmonie avec la nouvelle loi militaire. Il n'y a donc pas de raison d'en retarder plus longtemps le dépôt.

2° *Police rurale.* — Il en est de la police rurale comme de la réforme organique de la gendarmerie. La réforme de la police rurale a été discutée en juin 1899 et en février 1900. Une commission chargée de l'étude de la réorganisation de la police rurale a été nommée par le Ministère de l'Agriculture et s'est réunie une première fois le 10 août 1901.

Après une seconde réunion, elle a demandé au gouvernement de lui adjoindre de nouveaux membres; ceux-ci ont été désignés par arrêté ministériel du 10 janvier 1902. Les journaux ont annoncé dernièrement que la commission vient d'être définitivement nommée (1) et rien ne l'empêchera plus de commencer les travaux.

(1) **La réorganisation de la police rurale.** — Les ministres de la justice, de l'intérieur, de l'agriculture et de la guerre viennent de nommer définitivement la commission spéciale chargée de l'étude des questions relatives à la réorganisation de la police rurale.

Cette commission est composée comme suit :

Président, M. Beco, secrétaire-général de l'agriculture; membres, MM. Balot, juge de paix à Dour; Bleyfuesz, commissaire d'arrondissement à Verviers; de Kerkhove, gouverneur de la Flandre orientale; Descamps, juge de paix à Schaerbeek; d'Hauwe, major d'état-major; Fleurynel, capitaine-adjoint d'état-major; Kervyn, commissaire de l'arrondissement Bruges-Ostende; Mahiels, directeur général à l'intérieur; Manneback, chef de cabinet de l'agriculture; Maus, chef de bureau à la justice; Pety de Thozé, gouverneur de la province de Liège; Rimbeau, capitaine commandant de la gendarmerie; Rossay, chef de bureau à l'inté-

Il est à désirer que l'étude de la réforme de la police rurale se poursuive plus activement qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Cette réforme s'impose et doit être étudiée parallèlement à celle du règlement organique de la gendarmerie.

Dans la plupart des petites communes, la police rurale n'existe pas, ou est impuissante à empêcher ou à réprimer les délits; d'autre part, les populations croissent partout, de même que les conflits d'intérêt et les froissements personnels. Les facilités de communication permettent à une nombreuse population flottante de changer souvent de résidence et d'échapper ainsi à la surveillance d'une police généralement nulle ou insuffisante.

L'an passé, l'honorable Ministre de la Guerre, constatant la connexité des deux réformes, celle de la loi organique de la gendarmerie et celle de la police rurale, a promis que l'étude de ces réformes serait reprise activement dès que la loi militaire, avec laquelle elle doit s'harmoniser, serait votée. Aujourd'hui, cet obstacle n'existe plus; la section centrale rappelle à M. le Ministre ses promesses de l'an dernier et compte sur le concours des autres départements ministériels, pour mener à bonne fin les deux réformes sollicitées, si vivement, depuis si longtemps.

Le budget de la gendarmerie a été adopté à la section centrale par 5 voix et une abstention; en conséquence, elle propose à la Chambre de l'adopter à son tour.

*Le Rapporteur,*

**JULES DALLEMAGNE.**

*Le Président,*

**E. NERINCX.**

rieur; Servais, avocat-général; Silvercruys, directeur à la justice, et Henry, commis-rédacteur à l'agriculture, secrétaire.

Le gouvernement a décidé que la commission pourrait correspondre directement avec les autorités, convoquer à ses réunions les personnes à même de l'éclairer ou déléguer éventuellement certains de ses membres en vue de procéder aux enquêtes dont l'utilité serait reconnue.

#### AMENDEMENT PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

Augmenter l'article premier d'une somme de 110,000 francs pour relier les brigades au téléphone et le porter à fr. 6,243,720-49.

Tot verbinding van de brigades met den telefoon, het eerste artikel te verhoogen met 110,000 frank en het te brengen op fr. 6,243,720-49.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1902.

## Begrooting voor het korps der Gendarmerie, dienstjaar 1902 <sup>(1)</sup>.

### VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE,

MIJNE HEEREN,

De begrooting van 1901 bedroeg . . . . . fr.	7,155,862 54
Het amendement van den heer Woeste, door de Kamers goedgekeurd, verhoogt ze met . . . . .	200,000 »
Te zamen . . . fr.	7,355,862 54
De begrooting voor 1902 bedraagt . . . . .	7,334,210 49
Vermindering . . . fr.	21,652 05

Als gewone uitgave in 1902 wordt geraamd fr. 6,133,720 49.

Dat is 328,571 frank meer dan de raming der begrooting voor 1901; doch vermits de 200,000 frank van het amendement des heeren Woeste hoeven medegeteld, die bij de begrootingsraming voor 1901 werden gevoegd, bedraagt de wezenlijke verhooging, op de begrooting voor 1902 wegens gewone uitgaven voorzien, fr. 528,720 49.

De uitzonderlijke uitgaven beloopten 1,200,490 frank of fr. 350,025 05 min dan in 1901.

Dus vermeerderden de gewone uitgaven, terwijl de uitzonderlijke uitgaven nogal merkkelijk verminderden.

(1) Begrooting, n<sup>o</sup> 4, VI.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren HENRY DFLYVAUX, LORAND, DOHET, DRION, DALLEMAGNE, PITSAER.

I. — *Gewone uitgaven.*

Zooals wij hiervoren bemerkten, bestaat het totale cijfer der vermeerdering van gewone uitgaven uit twee sommen :

1<sup>o</sup> 528,371 frank, waarover bijzonderheden worden opgegeven in de inleidingsnota der begrooting;

2<sup>o</sup> 200,000 frank van het amendement des heeren Woeste.

---

528,371 frank te zamen.

De verschillende kredieten, die de eerste som uitmaken, zijn genoeg toegelicht in de inleidingsnota, zoodat het nutteloos is daar meerdere uitlegging over te geven. Verder hebben we toch terug te komen op sommige van die posten.

Ziehier de uitleggingen, door de Regeering op verzoek der Middenafdeeling gegeven over 't gebruik van het krediet van 200,000 frank.

Eerst en vooral dient opgemerkt dat de begrooting der Gendarmerie, bijgevolg bedoeld krediet, eerst op einde Mei werd goedgekeurd. Dus kon het personeel maar in den loop der tweede helft van het jaar 1901 worden vermeerderd.

« Het krediet van 200,000 frank, dat moest veroorlooven de getalsterkte » der gendarmerie te verhoogen met 147 man, waaronder 14 onderoffi- » cieren, kon niet ten volle gebruikt worden binnen de zes overblijvende » maanden van het dienstjaar 1901.

» Het niet uitgegeven gedeelte wordt terug in de Schatkist gestort of zal » in voorkomend geval gelden als afkorting op bijkredieten, aan de Wet- » geving te vragen, ingeval het door de begrooting toegekende ontoereikend » ware. »

Koninklijke besluiten van 2 Augustus 1901 en van 9 December 1901 strekten achtereenvolgens tot vermeerdering van het personeel.

Het eerste besluit tot eene verhooging van 27 man en 7 paarden en vergde eene uitgave van . . . . . fr. 34,614 10

Het tweede besluit tot eene verhooging van 120 man en 29 paarden en vergde . . . . . fr. 165,385 »

---

Te zamen . . fr. 200,000 »

Thans is het personeel vermeerderd met 147 man en 36 paarden.

Die 147 man en 36 paarden zijn aangeworven; een gedeelte daarvan is ingelijfd bij het eskadron Terneuzen, de andere bij de brigades ingedeeld.

Iedermaal de begrooting der Gendarmerie ter spraak kwam, betuigde de Kamer duidelijk haar verlangen om het korps der gendarmerie te versterken. Verleden jaar werd daarvoor 200,000 frank toegekend en zij schenkt hare medewerking voor iedere verbetering van deze keurbende, wier diensten zij ten zeerste waardeert.

II. — *Uitzonderlijke uitgaven.*

In 1901 werden vier uitzonderlijke kredieten gevraagd :

1° Verbetering van kazerneering . . . . . fr.	1,500,000 »
2° Overneming van de slaping, ten gebruike der brigades n West-Vlaanderen. . . . .	50,000 »
3° Overschot van eene som, uit te keeren aan den Bestuurs- raad van West-Vlaanderen . . . . .	11,953 28
4° Kosten voor toerusting van de nieuwbenoemde man- schappen . . . . .	8,579 77
Te zamen. . . . fr.	1,550,513 05

Voor 1902 worden twee uitzonderlijke kredieten gevraagd :

1° Verbetering der kazerneeringsgebouwen en meubelen . . . . . fr.	1,190,000 »
2° Kosten voor kleeding en bewapening. . . . .	10,490 »
Te zamen. . . . fr.	1,200,490 »

1° *Krediet van 10,490 frank.* — Men ziet dat de vermindering der uitzonderlijke kredieten in 1902 eenerzijds hieruit voortspruit, dat het krediet, benoodigd voor de kosten van kazerneering, wat minder bedraagt dan in 1901, en dat anderzijds twee posten (2° en 3°) der begrooting van 1901 verdwenen zijn.

De Middenafdeeling vroeg aan de Regeering uitlegging over het gebruik van het krediet van 10,490 frank :

« Die som, zegt de inleidingsnota, is 't gevolg der toekenning van het » krediet van 200,000 frank op artikel 1 der begrooting voor 1901 en » bestemd om nieuwe brigades in te richten, waarvoor de kosten van eerste » inrichting niet in de begrooting waren begrepen. »

Wij hebben het gebruik van die 200,000 frank uiteengezet.

Ziehier de uitleggingen der Regeering, over het krediet van 10.490 frank, dat onder de uitzonderlijke uitgaven voorkomt.

« Dit krediet geldt maar voor 27 gendarmen, omdat op 't oogenblik toen » de begrooting voor 1902 werd opgemaakt, het korps nog maar kon ver- » meerderd worden met 20 gendarmen te voet en 7 te paard. De kredieten » voor uitgaven van denzelfden aard ten behoeve der manschappen, aange- » worven sedert de begrooting werd overgelegd, zullen bij amendement » worden gevraagd. »

« Die kredieten zullen beloopen :

» 29 gendarmen te paard, tegen 500 frank. . . . . fr.	14,500
» 120 — te voet, tegen 150 frank . . . . .	18,000
» Bewapening :	
» 29 gendarmen te paard, tegen 150 frank. . . . .	4,350
» 120 — te voet, tegen 147 frank . . . . .	17,640
» Te zamen. . . . fr.	54,490

» Zooals hierboven wordt gezegd, was het personeel der gendarmerie,

» op 't oogenblik dat de begrooting werd opgemaakt, nog maar met 27 manschappen vermeerderd.

» Die manschappen zijn onder artikel 1 der begrooting vermeld voor » eene som van fr. 54,614-10, te gelden op het krediet van 200,000 frank.

» 't Verschil van fr. 165,585-90 werd op dezelfde begrooting gebracht, » onder de rubriek : « *overschot van het krediet van 200,000 frank, door de* » *Wetgeving toegestaan voor het oprichten van nieuwe brigades.* » Het bleef » verbonden aan artikel 1<sup>o</sup> (zie tabel, onderaan blz. 11 der begrooting).

» Die brigades werden ingericht bij koninklijk besluit van 9 December » laatstleden, en het personeel van eenige bestaande brigades werd ver- » meerderd. Die brigades werden derwijze ingericht en 't personeel derwijze » versterkt, dat bedoeld krediet gebruikt kan worden volgens het verlangen » der Kamer »

2<sup>o</sup> *Krediet van 1,500,000 frank.* — De kazerneering wordt onafgebroken verbeterd. Op de begrooting voor 1902, wordt daartoe 1,190,000 frank uitgetrokken, tegen 1,500,000 frank verleden jaar.

Die som werd volgenderwijs aangewend :

a) Nieuwe gebouwen . . . . .	fr.	850,178 87
b) Aankoop van eigendommen en gronden . . . . .		371,313 84
c) Verbeteringen aan bestaande kazernen . . . . .		131,286 66
d) Aankoop van meubelen. . . . .		114,815 92
e) Algemeene uitgaven :		
Kosten van toezicht ; maken van plans . . . . .		25,246 43
	In 't geheel. . . . fr.	1,492,841 72
	Op de begrooting uitgetrokken. . . . fr.	1,500,000 »
	Blijft beschikbaar. . . . fr.	7,158 28

Er werden zes nieuwe kazernen gebouwd, te Aalter, Aarschoot, Beerlingen, Fosse, Herve en Londerzeel.

21 kazernen werden herbouwd, vergroot of verbeterd, alsmede vele andere gebouwen, voor ieder van welke de uitgaven niet zeer aanzienlijk waren.

De uitgaven voor de nieuwe kazernen van het eskadron te Tervuren, bedragen 240,924 frank, wegens aankoop of onteigening van gronden, en fr. 142,967-50, voor eene eerste aanneming van werken en grondvesten. Te zamen fr. 585,891-50.

5<sup>o</sup> *Krediet van 1,900,000 frank voor 1902.* — Ziehier, volgens de verklaring der Regeering, hoe het voor 1902 uitgetrokken krediet gebezigd zal worden :

a) Aankoop van den overigen noodigen grond voor de kazerne van het verplaatsbaar eskadron. . . . .	fr.	470,000
b) Aankoop van gronden en onroerende eigendommen, aankoop van meubelen. . . . .		125,000
c) Bouwen van nieuwe kazernen , . . . . , . . . .		487,000
d) Verbetering van bestaande kazernen. . . . .		80,000
e) Kosten voor bewaking, teekenaars, enz. . . . .		50,000
	<b>Te zamen . fr.</b>	<b>1,190,000</b>

In 1902 worden met de kredieten van 1901 de werken voortgezet aan de nieuwe kazernen te Alken, Gistel, Kieldrecht, Leuze, Martelingen, Manage en Namêche, en tot vergrooing der kazerne te Fléron, om ze tegen het einde des jaars of in de eerste maanden van 1903 te voltooien.

Mogelijk zal men ook de bouwwerken der nieuwe kazernen te La Louvière voortzetten : eene eerste aanneming daarvoor wordt thans uitgevoerd.

De werken der nieuwe kazerne te Virton werden onlangs toegewezen ; de kosten hoeven betaald op de begrooting voor 1902.

Anderzijds is van nu af aan besloten tot het bouwen van kazernen te Arendonk, Champlon, Erquelinnes, Fleurus, Heers, Houffalize, Laken, Lanaken, Lens, Moll, Musson, Nandrin, Ninove, Paturages, Visé en Watervliet. Doch bij gemis van kredieten daartoe, kunnen er slechts enkele van deze kazernen in 1902 worden gebouwd, waarschijnlijk zullen die te Heers, Lanaken, Moll, Musson, Visé en Watervliet, en wellicht te Ninove, behalve onvoorzien geval, het eerst worden aangevangen.

In bovenstaande tabel staat eene som van 80,000 frank, voor werken tot vervorming en verbetering der kazernen, doch vooralsnu is dit nog niet te bepalen.

Onder de gebrekkige kazernen laat, naar gemeld werd, die te Hannut bijzonderlijk te wenschen over, zo wegens bouwvalligheid als plaatsgebrek. Dienaangaande ondervraagd, antwoordde de achtbare Minister van Oorlog dat bedoeld gebouw geen eigendom van den Staat is en dat de huur eerst op 31 December 1903 vervalt. Die kazerne wordt vervangen zoodra andere dringende en thans aangevangen werken zijn voltooid.

### III. — *Huisvesting van gehuwde gendarmen.*

't Verbeteren der kazerneering trekt inzonderheid de aandacht op de huisvesting van gehuwde gendarmen.

In 1899 bedroeg het getal gendarmen die zich op eigene kosten moesten huisvesten. . . . .	258
In 1900 waren er. . . . .	300
In 1900 moesten op 1,525 gehuwde gendarmen . . . . .	315

zich op eigene kosten huisvesten.

In 1902 is die toestand merkelyk verbeterd. Onderstaande tabel, door het Departement van Oorlog medegedeeld, geeft den staat op van de kazerneering der gehuwde gendarmen, op 10 Januari 1901 en 10 Februari 1902 :

	10 Januari 1901.	10 Februari 1902.
In de kazernen gehuisvest . . . . .	1,164	1,252
In huizen door den Staat gehuurd . . . . .	46	221
Op eigen kosten gehuisvest. . . . .	315	146
	} 1,210	} 1,455



Dus daalde 't getal gehuwde gendarmen, op eigen kosten gehuisvest, van 315 tot 146.

Op de begrooting voor 1902 wordt eene som van 30,000 frank onder de gewone uitgaven uitgetrokken, voor het huren van woningen ten behoeve van gehuwde gendarmen.

Dus is het te hopen dat voortaan al de gehuwde gendarmen, zonder uitzondering, op Staats kosten gehuisvest zullen worden. Derhalve mogen wij den heer Minister gelukwenschen met den verwezenlijkten vooruitgang en hem aanmoedigen om op dien weg voort te gaan. Is het krediet van 30,000 frank ontoereikend om dat doel te bereiken, zoo kan nogmaals bij amendement een hooger krediet worden gevraagd; heel waarschijnlijk zal de Kamer daar gunstig over beschikken.

#### IV. — *Verbinding van de brigades per telephoon.*

In 1901, hadden 42 gendarmerieposten telegraaf noch telephoon, en 205 hadden geen telephoon. Tot ons leedwezen doen wij uitschijnen dat die toestand sedert verleden jaar niet veranderde. Daarover ondervraagd, antwoordde het Departement van Oorlog :

« In beginsel is er besloten de brigades per telephoon te verbinden, doch » de wijze waarop de kosten daarvan verdeeld moeten worden onder de » ministeriële departementen is nog niet geregeld. »

Volgens de verklaring van den achtbaren Minister van Oorlog, zou het jaarlijks 110,000 frank kosten om de brigades per telephoon te verbinden, en die kosten dienen onder de bevoegde departementen verdeeld.

Om een einde te stellen aan de uitvluchten waartoe de verdeling van die kosten aanleiding geeft, biedt de Middenafdeeling een amendement op de begrooting aan, volgens hetwelk een krediet van 110,000 frank wordt verleend om de gendarmerie-brigades per telephoon te verbinden.

#### V. — *Nieuwe brigades.*

In 1901, werden 19 nieuwe brigades ingericht, met name te Athus, Balen, Baudour, Gerpinnes, Godinne, Haaltert, Handzame, Heers, Hemixem, Hofstade, Lodelinsart, Musson, Oostkamp, Sinte-Katharina-Lombeek, Sinte-Maria-Oudenhove, Steenhuize-Wijnhuize, Velaines, Watervliet, Weelde en Zandbergen.

Ondanks deze merkelijke vermeerdering van 't getal brigades, waarmede de heer Minister dient gelukgewenscht, worden nog vele andere vragen onderzocht, en wel die van de gemeente L'Eglise bij Neufchâteau, van Loo-ten-Hulle, van Ransart-Courcelles, waarop de Middenafdeeling de welwillende aandacht van den heer-Minister vestigt.

De besturende en rechterlijke overheden wijzen op den heel slechten toestand der grensplaatsen in Luxemburg, waar veel misdaden worden gepleegd.

Er worden kazernen gevraagd te Athus en Musson. De gemeentebesturen van die plaatsen hebben te dien einde verzoekschriften ingediend, en Ibing verlangt insgelijks de brigade te behouden, die het thans bezit en die, zooals gevreesd wordt, naar Athus overgebracht zou worden.

Op eene vraag daarover, luidde het antwoord van den heer Minister : « In afwachting dat er te Athus eene kazerne wordt gebouwd voor de nieuwe gendarmerie-brigade, heeft het Departement van Oorlog een eigendom gehuurd, waarin die brigade gelegerd kan worden, zoodra zekere werken tot doelmatige inrichting voltooid zijn, wat naar allen schijn in Maart aanstaande zal wezen. Vermits er te Musson geen enkel eigendom te huur is, wordt er onderhandeld voor den aankoop der gronden waarop eene kazerne moct gebouwd worden. »

De Middenafdeeling dringt aan op het handhaven der gendarmerie-brigade te Ibing, en doet den achtbaren heer Minister van Oorlog opmerken dat het nuttig ware naar die grenzen gendarmen te zenden, die de Deutsche taal machtig zijn.

#### VI. — *Verplaatsbaar eskadron, te Tervuren gelegerd.*

Bij de behandeling der begrooting van verleden jaar, drukte de middenafdeeling den wensch uit dat het verplaatsbaar eskadron derwijze zou ingericht worden om dit tweevoudig doel te verwezenlijken :

1° Eene school voor het opleiden van recruten inrichten ;

2° Eene genoeg talrijke, goed bereden en goed geoefende reservetroep vormen, om ten allen tijde geheel of gedeeltelijk naar een of meer punten des lands gestuurd te kunnen worden.

Ziehier welke inlichtingen de heer Minister van Oorlog mededeelde over het verplaatsbaar eskadron en de onderrichtschool : « De bestendige getalsterkte van dit eskadron, ingericht bij koninklijk besluit van 2 September 1897, bedraagt 5 officieren en 77 onderofficieren en gendarmen. Het werd, in afwachting van de bepaalde versterking, tijdelijk versterkt met 62 onder-officieren en gendarmen, ingericht met het oog op het stichten van nog niet ingerichte nieuwe brigades. »

Dus zou het verplaatsbaar eskadron thans 144 man tellen.

De Middenafdeeling van 1902 beaamt den wensch dergene van 1901, over het samenstellen van het verplaatsbaar eskadron en de onderrichtschool.

#### VII. — *Organieke hervorming van de gendarmerie en landelijke politie.*

Sedert onheuglijken tijd, komen beide vraagstukken ieder jaar ter spraak. Het verslag der middenafdeeling van 1901 herinnert dat bij koninklijk besluit van 8 Augustus 1902 eene commissie werd ingesteld, om de verschillende wetten op de gendarmerie tot een wetboek te maken.

Zeven jaar na hare instelling, diende deze commissie een wetsontwerp in, dat verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers.

Thans, in 1902, slaapt dit ontwerp in de doozen van 't Ministerie en

wacht tot eene nieuwe commissie het kome opwekken. Laat ons hopen eerlang die commissie in 't leven te zien komen en den wensch uiten dat het opmaken van haar ontwerp eerlang een voldongen feit weze.

Trouwens, de nieuwe krijgswet vergt aanzienlijke wijzigingen aan de werving en de soldij der gendarmen. Dat bekende de heer Minister van Oorlog in zijne verklaring van 23 Mei 1901.

Naar aanleiding daarvan, werden den heer Minister verschillende gewichtige vragen gesteld.

1<sup>o</sup> VRAAG.

1<sup>o</sup> Het ontwerp van wet op de legerinrichting voorziet eene vergelding voor al de vrijwilligers van 't leger; zal die vergelding tot de gendarmerie worden uitgestrekt?

Er dient opgemerkt, dat de gendarmerie wordt beschouwd als legerkorps en hoofdzakelijk van militairen aard is. Daarenboven trekt de bij 't leger ingelijfde milicien, boven de soldij van den gendarm, de vergelding als milicien, voor al den tijd dien hij in werkdadigen dienst hadde moeten doorbrengen. De militair die vóór het einde van zijnen werkdadigen dienst bij de gendarmerie komt, blijft de vergelding trekken voor gansch den duur van dien dienst.

De vrijwilliger met premie trekt gedurende 8 jaar de hoogere soldij van 10 centiemen, hetzij hij bij de gendarmerie of bij 't leger dient.

## ANTWOORD.

Zooals zij door het ontwerp van wet is voorzien, kan de vergelding niet uitgestrekt worden tot de gendarmen, doch de Regeering gedraagt zich aan de verklaring door haar ter zitting van 23 Mei 1901 afgelegd:

« Er werd veel gesproken over de soldij » der gendarmen; ik beken dat er in dit » opzicht iets te doen is. Stellig zal, » nadat er nieuwe maatregelen genomen » zijn om vrijwillige dienstneming bij » 't leger te bevorderen, wanneer men » nieuwe geldelijke voordeelen zal toege- » staan hebben aan de vrijwilligers des » legers, het noodig zijn meerdere voor- » deelen aan de gendarmen te geven. » Want het meerendeel der gendarmen » komen uit het leger, dat meer dan » twee derden levert. Ongetwijfeld zul- » len de soldaten bij 't leger blijven, » zoo zij er geen voordeel in zien bij de » gendarmerie te komen. »

De Middenafdeeling vereenigt zich met die verklaring der Regeering en hoopt dat zij eerlang eene wezenlijkheid worden zal.

2<sup>o</sup> VRAAG.

Het wetsontwerp voorziet een pensioen na 20 jaar dienst, voor de vrijwilligers des legers; zou de gendarmerie ook dat recht mogen doen gelden zonder zich op gebrekkelikheden te moeten beroepen om pensioen te krijgen?

## ANTWOORD.

De hiervoren herinnerde bepaling is niet van toepassing op de gendarmerie.

3<sup>o</sup> VRAAG.

Het meerendeel der bestuurdiensten van 't leger zullen vervangen worden door militairen die opnieuw dienst nemen

## ANTWOORD.

Er kan geen spraak zijn van burgerlijke beambten bij 't korps der gendarmerie aan te nemen; de redenen gesteund

of door burgers; zullen dezelfde diensten bij de gendarmerie, zooals adjudanten-fouriers, secretarissen van officieren, beambten in de kleedingmagazijnen, enz., insgelijks vervangen worden, 't is te zeggen of de titularissen van die bedieningen kunnen beschouwd worden als burgerlijke beambten van 't Ministerie van Oorlog?

4<sup>e</sup> VRAAG.

Werden er geene officieren benoemd, buiten het korps der gendarmerie genomen?

5<sup>e</sup> VRAAG.

Welke regelen gelden voor de verhuizingskosten der gendarmerie, wanneer zij op bevel of op hun verzoek naar eene andere plaats worden gezonden?

6<sup>e</sup> VRAAG.

Bestaan er gepensioneerde ambtenaren of officieren, die boven hun pensioen eene jaarwedde, eene vergoeding of vergelding ten laste van de begrooting der gendarmerie trekken?

op het cijfer van 't contingent en op de getalsterkte op vredesvoet, die bedoelde hervorming voor het eigenlijke leger rechtvaardigden, kunnen niet op de gendarmerie worden toegepast, vermits hare organieke getalsterkte volstrekt onafhankelijk is van het militie-contingent.

## ANTWOORD.

Sedert de benoeming van den huidigen bevelhebber des korps, werd geen enkel officier van 't leger voor de gendarmerie aangeduid.

## ANTWOORD.

Volgens het koninklijk besluit van 4 Juni 1896, wordt aan gehuwde gendarmen of weduwnaars, die van verblijfplaats veranderen, 80 frank vergoeding voor verhuizingskosten toegekend, zoo het onderofficieren zijn of brigadiers, belast met een bevel, en ook aan de gendarmen.

Toch is die vergoeding niet verschuldigd aan hen die op hun verzoek van verblijfplaats veranderen, of ten gevolge van eene gevraagde ruiling, noch aan hen die uit tuchtmaatregel worden verplaatst.

## ANTWOORD.

Geen gepensionneerd ambtenaar of officier krijgt eene jaarwedde, eene vergoeding of vergelding ten laste van de begrooting der gendarmerie.

Uit deze gezamenlijke vragen en antwoorden, en uit de voorgaande opmerkingen, alsmede uit de verklaringen van den achtbaren Minister van Oorlog, die reeds verleden jaar erkende dat het nuttig ware een welwillend onderzoek in te stellen naar al de betwiste punten, om ze overeen te brengen met de nieuwe militaire wet, blijkt dat het noodzakelijk is de organieke wet op de gendarmerie om te werken.

Dit meer dan eene eeuw oud reglement, dat den invloed onderging van de verschillende stelsels waaronder het diende, en dat thans tegenover eene

nieuwe militaire wet staat, beantwoordt niet meer aan de behoeften van den dienst, noch aan het goed begrepen belang van het korps over 't algemeen en dezès leden in 't bijzonder.

Om 't verlangen te beantwoorden, dat herhaaldelijk door de verslaggevers over de begrooting was uitgedrukt, bracht de middenafdeeling verleden jaar den wensch uit dat het ontwerp van wet op de organieke hervorming der gendarmerie, den 30<sup>en</sup> Mei 1899 op 't bureel der Kamer overgelegd, door de Regeering zou hergenomen en eerlang ingediend worden.

De Middenafdeeling bevestigt andermaal dien wensch, welke schier ieder jaar wordt herhaald. Bedoeld ontwerp is volkomen bestudeerd, en eenige kleine wijzigingen, wellicht zekere bijvoegingen, zouden voldoende zijn om het met de nieuwe militaire wet overeen te brengen. Dus bestaat er geene reden om de overlegging langer uit te stellen.

2<sup>o</sup> *Landelijke politie.* — Met de landelijke politie is het eveneens gesteld als met de hervorming van de inrichting der gendarmerie. Het Ministerie van Landbouw benoemde eene commissie om de herinrichting der landelijke politie te bestudeeren en den 10<sup>en</sup> Augustus 1901 kwam ze voor de eerste maal bijeen.

Na eene tweede vergadering, vroeg zij de Regeering om toevoeging van nieuwe leden; deze werden aangeduid bij ministeriëel besluit van 10 Januari 1902. Onlangs meldden de dagbladen dat de commissie bepaald is benoemd (1) en niets zal haar verder verhinderen hare werkzaamheden aan te vangen.

't Is te wenschen dat de studie over de hervorming der landelijke politie ijveriger zal voortgezet worden dan tot hiertoe het geval was. Deze hervorming is dringend noodig en hoeft terzelfder tijd bestudeerd als die van het reglement op de inrichting der gendarmerie.

In meestal de kleine gemeenten bestaat geene landelijke politie, of is zij onmachtig om de wanbedrijven te beteugelen; overal neemt de bevolking

(1) *De herinrichting der landelijke politie.* — De ministers van Justitie, van Binnenlandsche Zaken, van Landbouw en van Oorlog hebben bepaald de bijzondere commissie benoemd, die belast is met het bestudeeren der vraagstukken over herinrichting der landelijke politie.

Deze commissie is aldus samengesteld :

Voorzitter, de heer Beco, algemeene secretaris van landbouw; leden, de heer Balot, vrederechter te Dour; Bleyfuesz, arrondissements-commissaris te Verviers; de Kerkhove, gouverneur van Oost-Vlaanderen; Descamps, vrederechter te Schaerbeek; d'Hauwè, majoor bij den staf; Fleurynel, adjunct-kapitein bij den staf; Kervyn, arrondissements-commissaris voor Brugge-Oostende; Mahiels, algemeen bestuurder bij de binnenlandsche zaken; Manneback, kabinets-overste bij den landbouw; Maus, bureeloverste bij de justitie; Pety de Thozée, gouverneur der provincie Luik; Rimbeau, kapitein-commandant bij de gendarmerie; Rossay, bureel-overste bij de binnenlandsche zaken; Servais, advocaat-generaal; Silvercruids, bestuurder bij de justitie, en Henry, klerk-opsteller bij den landbouw, secretaris.

De Regeering heeft beslist dat de commissie zich rechtstreeks in betrekking mag stellen met de overheden, voor hare vergaderingen personen oproepen, die in staat zijn haar in te lichten, of desnoods zekere harer leden belasten met het instellen van nuttig bevonden onderzoek.

toe, en dat doet ook meer strijd over belangen en persoonlijke krenking ontstaan. Gemakkelijke gemeenschapswegen veroorloven eene talrijke vlot-tende bevolking dikwijls van verblijfplaats te veranderen en aldus het toezicht te ontgaan van eene doorgaans niet bestaande of ontoereikende politie.

Verleden jaar erkende de achtbare Minister van Oorlog dat er een nauw verband bestaat tusschen de hervorming der wet op de inrichting der gendarmerie en die der landelijke politie, en beloofde hij dat de studie over die hervormingen ijverig hervat zou worden, zoodra de wet op de legerinrichting, waarmede zij moet overeenkomen, aangenomen zou zijn. Die hinderpaal is thans uit den weg geruimd; de Middenafdeeling herinnert den heer Minister zijne beloften van verleden jaar en rekt op de medewerking van de andere ministeriële departementen, om beide sedert zoo lang en zoo vurig gewenschte hervormingen tot stand te brengen.

De Middenafdeeling keurde de begrooting der gendarmerie goed met 5 stemmen en eene onthouding; bijgevolg stelt zij voor dat de Kamer ze insgelijks zou aannemen.

*De Verslaggever,*

Jules DALLEMAGNE.

*De Voorzitter,*

E. NERINCX.

---

#### AMENDEMENT DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD.

Augmenter l'article premier d'une somme de 110,000 francs pour relier les brigades au téléphone et le porter à fr. 6,243,720-49.

Tot verbinding van de brigades met den telefoon, het eerste artikel te verhoogen met 110,000 frank en het te brengen op fr. 6,243,720-49.

---